

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 18 mei 2022.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek,  
Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie  
en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022:  
Stukken van het Waalse Parlement, 867 (2021-2022) Nrs. 1 tot 3.  
Volledig verslag, plenaire vergadering van 18 mei 2022  
Bespreking.  
Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/203062]

### 31 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant la composition et le fonctionnement du Comité wallon pour la protection des animaux d'expérience

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu le Code wallon du bien-être des animaux, articles D.71 et D.72;

Vu le rapport du 17 novembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 70.632/4 du Conseil d'État, donné le 19 janvier 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis n°14/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 21 janvier 2022;

Sur la proposition de la Ministre du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/63/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Code : le Code wallon du Bien-être des animaux;

2° le Comité : le Comité institué à l'article D.71, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code;

3° une Commission d'éthique : une commission d'éthique telle que visée à l'article 21 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ou à l'article D. 73 du Code;

4° la Ministre : la Ministre du Bien-être animal;

5° le Service : la Direction du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement qui a le bien-être des animaux dans ses attributions.

#### CHAPITRE 2. — Composition du Comité

**Art. 3.** Le Comité est composé de dix-huit membres effectifs. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant. Sur proposition de la Ministre, le Gouvernement désigne les membres effectifs et suppléants pour une période de cinq ans à la suite d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge* et sur le portail bien-être animal du Service public de Wallonie.

Les membres ont un diplôme de niveau master, à l'exception du technicien qui est titulaire d'un diplôme de niveau baccalauréat et d'un certificat en sciences des animaux de laboratoire.

Les membres disposent de compétences, de formations ou d'expériences professionnelles dans les domaines suivants: bien-être animal, méthodes alternatives à l'expérimentation animale, sciences biologiques, sciences biochimiques, sciences médicales, sciences vétérinaires, sciences pharmaceutiques, méthodes statistiques, éthologie, éthique ou, le cas échéant, tout autre domaine pertinent pour l'expérimentation animale ou les méthodes alternatives à l'expérimentation animale.

Le Comité se compose de :

- 1° six membres liés à des utilisateurs au sens de l'article D.4, § 1<sup>er</sup> du Code, dont un technicien;
- 2° six membres liés au secteur académique;
- 3° deux membres proposés par le Conseil wallon du bien-être animal;
- 4° deux membres proposés par le pôle de la Politique scientifique;
- 5° un représentant du Service;
- 6° un représentant du département du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche qui a la recherche dans ses attributions.

Sur les dix membres désignés aux 2°, 3° et 4°, deux membres pratiquent activement l'expérimentation animale, et huit membres ne pratiquent pas l'expérimentation animale.

Cette disposition s'applique également aux suppléants.

Les membres visés au 5° et 6° assistent aux travaux avec voix consultative.

Sur proposition du Comité, le Gouvernement désigne parmi ses membres le président et un vice-président du Comité parmi les membres visés à l'alinéa 4, 1° à 4°.

### CHAPITRE 3. — *Fonctionnement du Comité*

**Art. 4.** Le Service, ou son délégué, assure la gestion et le secrétariat du Comité.

Le Service, ou son délégué, conserve les archives du Comité pendant une durée de cinq ans.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les règles suivantes sont applicables au Comité :

- 1° un membre suppléant siège uniquement en l'absence du membre effectif qu'il remplace;
- 2° lorsque le mandat d'un membre effectif ou suppléant prend fin avant le terme fixé, le remplaçant achève la durée du mandat restant à courir;

3° il est interdit à tout membre de délibérer sur des sujets pour lesquels il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel. Le membre qui est en conflit d'intérêt en informe le Président et ne participe pas à la décision. En cas de conflit d'intérêt du Président, il est remplacé par le vice-président;

4° outre ce qui est prévu par le règlement d'ordre intérieur du Comité, est réputé démissionnaire, sur décision du Gouvernement, le membre qui :

- a) a été absent de manière non justifiée à plus de trois réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;
- b) a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;
- c) ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;
- d) n'a pas respecté l'article D.105 du code ou le présent arrêté.

Le président ou le vice-président lorsque le président est concerné, informe le Service par voie électronique de toute situation susceptible de conduire à la démission du membre.

Le Service notifie au membre concerné, par lettre recommandée ou par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine, un rapport et le convoque à une audition.

Le rapport mentionne :

- l'identité du membre en cause,
- les motifs de la convocation,
- le lieu, le jour et l'heure de l'audition,
- le délai dans lequel il peut faire valoir ses observations par écrit,
- le droit de l'intéressé de se faire assister par un défenseur de son choix,
- le droit de l'intéressé de demander qu'il soit entendu seul lors de l'audition.

Le Service dresse un procès-verbal de l'audition et transmet le dossier au Gouvernement. La décision est prise par le Gouvernement au maximum 60 jours après l'envoi du procès-verbal de l'audition.

Le Service notifie la décision du Gouvernement visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, par courrier et par voie électronique. La notification est adressée au membre concerné et au président, ou au vice-président si c'est le président qui est réputé démissionnaire, dans un délai de quinze jours à dater de la décision du Gouvernement. La décision du Gouvernement précise la date à partir de laquelle le membre est réputé avoir démissionné. Un membre effectif ou suppléant réputé démissionnaire ne peut plus présenter sa candidature pour être membre du Comité durant une période de cinq années.

§ 2. L'avis d'un membre peut être remis par voie électronique lorsque ce membre ne peut être présent à une réunion du Comité.

§ 3. Afin d'assurer la sérénité des échanges, les membres du Comité respectent une stricte confidentialité des débats. Ils n'évoquent en dehors du Comité aucun sujet, document, ou dossier débattu au sein du Comité. Les membres du Comité respectent le secret des affaires.

§ 4. En application de l'article D.71, § 2, 1°, et § 3, 1°, du Code, le Comité notifie ses avis relatifs à l'expérimentation animale et ses avis relatifs au développement et à la mise en œuvre des méthodes alternatives à l'expérimentation animale au Service.

**Art. 6.** Le Comité élabore un règlement d'ordre intérieur dans les trois mois suivant sa composition. Ce règlement ainsi que ses éventuelles modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Le règlement d'ordre intérieur traite des points suivants, sauf si ces points font l'objet de dispositions légales ou réglementaires spécifiques :

- 1° le nombre minimal de réunions annuelles;

- 2° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;
- 3° le mode de transmission des documents aux membres effectifs et suppléants;
- 4° la procédure de convocation de réunions;
- 5° les conditions ainsi que les modalités de mise en œuvre de la procédure écrite de remise d'avis en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées.

**Art. 7.** Le Comité échange les documents et les informations au moyen d'une plateforme informatique sécurisée assurant la confidentialité des données. Cette plateforme est également utilisée lorsqu'une décision est prise par procédure électronique, conformément à l'article 9, § 4.

**Art. 8.** Le Comité remet l'avis visé à l'article D.71, § 2, 1°, du Code dans un délai de trois mois à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet.

Le délai peut être prolongé sur demande motivée du Comité adressée au demandeur.

En cas d'urgence dûment motivée, le Ministre, le Service ou une Commission d'éthique peut solliciter que l'avis du Comité soit remis endéans un délai inférieur à trois mois mais qui ne peut pas être inférieur à trois semaines.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité se réunit en séance plénière au moins une fois par an.

§ 2. Si un des membres du Comité en fait la demande, un système de participation par vidéoconférence à la réunion doit être assuré. Le membre qui assiste à la réunion par vidéoconférence est compris dans les membres présents à la réunion.

§ 3. Le Comité délibère valablement uniquement lorsqu'au moins deux-tiers des membres sont présents. Les décisions et les avis sont rendus par consensus dans la mesure du possible.

Si aucun consensus ne peut être obtenu, la décision ou l'avis est pris aux deux tiers des voix des membres présents.

Lorsque le quorum de présence fixé au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, n'est pas rencontré, une réunion extraordinaire peut être convoquée, sous un bref délai, et au moins vingt-quatre heures après la réunion où le quorum n'a pu être atteint, afin de délibérer sur le même ordre du jour. Lors de cette réunion extraordinaire, il peut être délibéré valablement quel que soit le nombre de membres présents. La mention « réunion extraordinaire » doit être clairement indiquée dans la convocation.

§ 4. Le Comité peut prendre des décisions par procédure électronique, à la demande du président ou du Service. Les avis, points de vue et décisions sont également échangés sur la plateforme électronique sécurisée visée à l'article 7.

Les décisions adoptées par procédures électroniques sont rapportées dans le procès-verbal de la réunion suivante sans que ces points ne nécessitent une nouvelle approbation.

**Art. 10.** Les experts tels que visés par l'article D.72, alinéa 3, du Code, peuvent prendre part aux discussions sur les points pour lesquels ils sont consultés. Les experts ne participent pas au vote et ne participent pas aux échanges intervenant pour la prise de décision du Comité.

Les experts s'engagent par écrit à respecter la confidentialité des débats, des dossiers et des documents. Les experts respectent le secret des affaires.

**Art. 11.** Les membres du Comité n'ont pas droit à des jetons de présence. Ils ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour conformément aux règles applicables aux fonctionnaires généraux de la Région wallonne.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Conformément au Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE, sont responsables du traitement des données à caractère personnel :

1° le Service, pour la gestion, le secrétariat, les archives du Comité, et les procédures relatives à la démission d'un membre du comité telles que définies à l'article 5;

2° le Comité pour la formulation et les échanges d'avis, le partage de données et d'informations conformément aux articles 5, 7, 8 et 9;

§ 2. Les données à caractère personnel sont anonymisées dans les dossiers soumis au Comité.

#### CHAPITRE 4. — Dispositions finales

**Art. 13.** Le Gouvernement, sur proposition de la Ministre, compose le Comité dans un délai de douze mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 14.** Entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

1° les articles D.71 et D.72 du Code;

2° le présent arrêté.

**Art. 15.** La Ministre du Bien-être animal est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mars 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/203062]

**31. MÄRZ 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Zusammensetzung und der Funktionsweise des wallonischen Ausschusses für den Schutz von Versuchstieren**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz, Artikel D.71 und D.72;

Aufgrund des Berichts vom 17. November 2021, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 19. Januar 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 70.632/4 des Staatsrats;

Aufgrund der am 21. Januar 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 14/2022;

Auf Vorschlag der Ministerin für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL 1 — Allgemeine Bestimmungen**

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/63/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2010 zum Schutz der für wissenschaftliche Zwecke verwendeten Tiere teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz;

2° Ausschuss: der in Artikel D.71 § 1 Absatz 1 des Gesetzbuches eingesetzte Ausschuss;

3° Ethikkommission: eine Ethikkommission gemäß Artikel 21 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere oder gemäß Artikel D. 73 des Gesetzbuches;

4° Ministerin: die Ministerin für Tierschutz;

5° Dienststelle: die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört.

**KAPITEL 2 — Zusammensetzung des Ausschusses**

**Art. 3** - Der Ausschuss besteht aus achtzehn ordentlichen Mitgliedern. Für jedes ordentliche Mitglied wird ein stellvertretendes Mitglied benannt. Auf Vorschlag der Ministerin ernennt die Regierung die ordentlichen und stellvertretenden Mitglieder für einen Zeitraum von fünf Jahren nach einem Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen, der im *Belgischen Staatsblatt* und auf dem Tierschutzportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht wird.

Die Mitglieder verfügen über einen Abschluss auf Masterniveau, mit Ausnahme des Technikers, der über einen Abschluss auf Bachelorniveau und ein Zertifikat in Labortierwissenschaften verfügt.

Die Mitglieder verfügen über Fachkenntnisse, Ausbildung oder Berufserfahrung in folgenden Bereichen: Tierschutz, Alternativmethoden zu Tierversuchen, Biowissenschaften, biochemische Wissenschaften, medizinische Wissenschaften, Veterinärwissenschaften, pharmazeutische Wissenschaften, statistische Methoden, Ethologie, Ethik oder gegebenenfalls jeder andere Bereich, der für Tierversuche oder Alternativmethoden zu Tierversuchen relevant ist.

Der Ausschuss setzt sich zusammen aus:

1° sechs Mitgliedern, die eine Verbindung zu Anwendern im Sinne von Artikel D.4, § 1 des Gesetzbuches haben, darunter ein Techniker;

2° sechs Mitgliedern mit Bezug zum akademischen Sektor;

3° zwei Mitgliedern, die vom Wallonischen Rat für das Wohlbefinden der Tiere vorgeschlagen werden;

4° zwei Mitgliedern, die vom Pol für Wissenschaftspolitik vorgeschlagen werden;

5° einem Vertreter der Dienststelle;

6° einem Vertreter der Abteilung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung, zu deren Zuständigkeitsbereich die Forschung gehört.

Von den zehn unter den Ziffern 2, 3 und 4 genannten Mitgliedern führen zwei Mitglieder aktiv Tierversuche durch und acht Mitglieder führen keine Tierversuche durch.

Diese Bestimmung gilt auch für die stellvertretenden Mitglieder.

Die unter den Ziffern 5 und 6 genannten Mitglieder nehmen mit beratender Stimme an den Arbeiten teil.

Auf Vorschlag des Ausschusses bezeichnet die Regierung unter ihren Mitgliedern den Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden des Ausschusses aus den in Absatz 4, Ziffern 1 bis 4 genannten Mitgliedern.

**KAPITEL 3 — Funktionsweise des Ausschusses**

**Art. 4** - Die Dienststelle oder ihr Beauftragter führt die Geschäfte und das Sekretariat des Ausschusses.

Die Dienststelle oder ihr Beauftragter bewahrt die Archive des Ausschusses für einen Zeitraum von fünf Jahren auf.

**Art. 5** - § 1. Für den Ausschuss gelten die folgenden Regeln:

1° ein stellvertretendes Mitglied tagt nur in Abwesenheit des ordentlichen Mitglieds, das es vertritt;

2° wenn das Mandat eines ordentlichen oder stellvertretenden Mitglieds vorzeitig endet, vollendet das Ersatzmitglied die noch verbleibende Amtszeit;

3° es ist jedem Mitglied untersagt, an den Beratungen teilzunehmen, wenn es ein direktes oder indirektes, auf sein Vermögen bezogenes oder persönliches Interesse an der betreffenden Angelegenheit hat. Das Mitglied, das sich in einem Interessenkonflikt befindet, informiert den Vorsitzenden darüber und nimmt nicht an der Beschlussfassung teil. Im Falle eines Interessenkonflikts des Vorsitzenden wird dieser durch den stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt;

4° zusätzlich zu dem, was in der Geschäftsordnung des Ausschusses vorgesehen ist, gilt auf Beschluss der Regierung ein Mitglied als zurückgetreten, wenn es:

- a) auf ungerechtfertigte Weise mehr als drei aufeinanderfolgenden Sitzungen, zu denen es ordnungsgemäß geladen worden ist, ferngeblieben ist;
- b) ohne ärztliche Begründung mehr als der Hälfte der während der letzten zwölf Monate stattgefundenen Sitzungen, zu denen es ordnungsgemäß geladen worden ist, ferngeblieben ist;
- c) die Vertraulichkeit der Beratungen oder Dokumente nicht beachtet, wenn eine solche Vertraulichkeit in Übereinstimmung mit den gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen, einschließlich derjenigen, die sich aus der Geschäftsordnung ergeben, anerkannt wird;
- d) d) Artikel D.105 des Gesetzbuches oder den vorliegenden Erlass nicht beachtet.

Der Vorsitzende oder der stellvertretende Vorsitzende, wenn der Vorsitzende betroffen ist, informiert den Dienst auf elektronischem Weg über jede Situation, die zum Rücktritt des Mitglieds führen könnte.

Die Dienststelle übermittelt dem betroffenen Mitglied per Einschreiben oder auf eine andere Weise, die dem Schreiben Beweiskraft und ein sicheres Datum verleiht, einen Bericht und lädt es zu einer Anhörung ein.

Der Bericht enthält:

- die Identität des betreffenden Mitglieds,
- die Gründe für die Einberufung,
- Ort, Tag und Uhrzeit der Anhörung,
- die Frist, innerhalb derer es sich schriftlich äußern kann,
- das Recht des Betroffenen, sich von einem Verteidiger seiner Wahl beistehen zu lassen,
- das Recht des Betroffenen, zu beantragen, dass er allein angehört wird.

Die Dienststelle erstellt ein Protokoll der Anhörung und leitet die Akte an die Regierung weiter. Der Beschluss wird von der Regierung höchstens 60 Tage nach dem Versand des Protokolls der Anhörung getroffen.

Die Dienststelle notifiziert den in Absatz 1 Ziffer 4 erwähnten Beschluss der Regierung per Post und auf elektronischem Wege. Die Mitteilung wird dem betroffenen Mitglied und dem Vorsitzenden oder, wenn der Vorsitzende als zurückgetreten gilt, dem stellvertretenden Vorsitzenden innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Beschluss der Regierung zugestellt. In dem Beschluss der Regierung wird das Datum angegeben, ab dem das Mitglied als zurückgetreten gilt. Ein ordentliches oder stellvertretendes Mitglied, das als zurückgetreten gilt, kann während eines Zeitraums von fünf Jahren nicht mehr als Mitglied des Ausschusses kandidieren.

§ 2. Die Stellungnahme eines Mitglieds kann auf elektronischem Wege abgegeben werden, wenn das Mitglied nicht bei einer Sitzung des Ausschusses anwesend sein kann.

§ 3. Um einen sachlichen Austausch zu gewährleisten, wahren die Mitglieder des Ausschusses eine strikte Vertraulichkeit der Debatten. Sie besprechen außerhalb des Ausschusses keine Themen, Dokumente oder Akten, die im Ausschuss diskutiert wurden. Die Mitglieder des Ausschusses wahren das Geschäftsgeheimnis.

§ 4. In Anwendung von Artikel D.71 § 2 Ziffer 1 und § 3 Ziffer 1 des Gesetzbuches teilt der Ausschuss seine Stellungnahmen zu Tierversuchen und seine Stellungnahmen zur Entwicklung und Anwendung von Alternativmethoden zu Tierversuchen der Dienststelle mit.

**Art. 6 -** Der Ausschuss erarbeitet innerhalb von drei Monaten nach seiner Zusammensetzung eine Geschäftsordnung. Diese Geschäftsordnung sowie ihre eventuellen Änderungen werden der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.

In der Geschäftsordnung werden folgende Punkte behandelt, sofern diese Punkte nicht Gegenstand besonderer gesetzlicher oder verordnungsrechtlicher Bestimmungen sind:

- 1° die Mindestanzahl der jährlichen Sitzungen;
- 2° die Verpflichtung, ein Protokoll über die bei jeder Sitzung geführten Debatten zu erstellen;
- 3° die Art und Weise, wie Dokumente den ordentlichen und stellvertretenden Mitgliedern übermittelt werden;
- 4° das Verfahren für die Einberufung der Sitzungen;
- 5° die Bedingungen und die Bestimmungen für die Durchführung des schriftlichen Verfahrens zur Abgabe von Stellungnahmen in Dringlichkeitsfällen und unter besonders begründeten Umständen.

**Art. 7 -** Der Ausschuss tauscht Dokumente und Informationen mithilfe einer gesicherten IT-Plattform aus, die die Vertraulichkeit der Daten gewährleistet. Diese Plattform wird auch verwendet, wenn ein Beschluss gemäß Artikel 9 § 4 im elektronischen Verfahren getroffen wird.

**Art. 8 -** Der Ausschuss gibt die in Artikel D.71 § 2 Ziffer 1 des Gesetzbuchs genannte Stellungnahme innerhalb von drei Monaten ab dem Datum des Eingangs des vollständigen Antrags auf Stellungnahme ab.

Die Frist kann auf begründeten Antrag des Ausschusses an den Antragsteller verlängert werden.

In ordnungsgemäß begründeten dringenden Fällen kann die Ministerin, die Dienststelle oder eine Ethikkommission beantragen, dass die Stellungnahme des Ausschusses innerhalb einer Frist von weniger als drei Monaten, die jedoch nicht weniger als drei Wochen betragen darf, abgegeben wird.

**Art. 9 - § 1.** Der Ausschuss tritt mindestens einmal im Jahr zu einer Plenarsitzung zusammen.

§ 2. Auf Antrag eines Ausschussmitglieds muss ein System zur Teilnahme an der Sitzung per Videokonferenz gewährleistet werden. Das Mitglied, das per Videokonferenz an der Sitzung teilnimmt, wird zu den bei der Sitzung anwesenden Mitgliedern gezählt.

§ 3. Der Ausschuss ist nur beschlussfähig, wenn mindestens zwei Drittel der Mitglieder anwesend sind. Beschlüsse und Stellungnahmen werden nach Möglichkeit einvernehmlich gefasst.

Wenn kein Einvernehmen erzielt werden kann, wird der Beschluss oder die Stellungnahme mit zwei Dritteln der Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst.

Wenn die in Paragraph 3 Absatz 1 zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl nicht erreicht ist, kann kurzfristig, mindestens 24 Stunden nach der Tagung, an der die Mindestzahl nicht erreicht worden ist, eine außerordentliche Sitzung einberufen werden, um über dieselbe Tagesordnung zu beraten. Bei dieser außerordentlichen Sitzung können gültige Beschlüsse unabhängig von der Anzahl der anwesenden Mitglieder gefasst werden. Der Vermerk "außerordentliche Sitzung" muss in der Einberufung deutlich angegeben werden.

§ 4. Der Ausschuss kann auf Antrag des Vorsitzenden oder der Dienststelle Beschlüsse im elektronischen Verfahren fassen. Stellungnahmen, Standpunkte und Beschlüsse werden auch über die in Artikel 7 genannte gesicherte elektronische Plattform ausgetauscht.

Die im elektronischen Verfahren gefassten Beschlüsse werden im Protokoll der nächsten Sitzung aufgeführt, ohne dass diese Punkte einer erneuten Billigung bedürfen.

**Art. 10** - Sachverständige im Sinne von Artikel D.72 Absatz 3 des Gesetzbuches können an der Diskussion über die Punkte teilnehmen, zu denen sie konsultiert werden. Die Sachverständigen nehmen nicht an Abstimmungen teil und beteiligen sich nicht an den Diskussionen, die für die Beschlussfassung des Ausschusses relevant sind.

Die Sachverständigen verpflichten sich schriftlich, die Vertraulichkeit der Debatten, der Akten und der Dokumente zu wahren. Die Sachverständigen wahren das Geschäftsgeheimnis.

**Art. 11** - Die Mitglieder des Ausschusses haben keinen Anspruch auf ein Anwesenheitsgeld. Sie haben ein Anrecht auf die Rückerstattung ihrer Fahrt- und Aufenthaltskosten nach Maßgabe der auf die Generalbeamten der Wallonischen Region anwendbaren Bestimmungen.

**Art. 12** - § 1. Gemäß der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG sind für die Verarbeitung personenbezogener Daten verantwortlich:

1° die Dienststelle für die Verwaltung, das Sekretariat, die Archive des Ausschusses und die Verfahren im Zusammenhang mit dem Rücktritt eines Ausschussmitglieds gemäß Artikel 5;

2° der Ausschuss für die Formulierung und den Austausch von Stellungnahmen, den Austausch von Daten und Informationen gemäß den Artikeln 5, 7, 8 und 9;

§ 2. Personenbezogene Daten werden in den dem Ausschuss vorgelegten Akten in anonymisierter Form gespeichert.

#### KAPITEL 4 — *Schlussbestimmungen*

**Art. 13** - Die Regierung bildet auf Vorschlag der Ministerin innerhalb von zwölf Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses den Ausschuss.

**Art. 14** - In Kraft treten am ersten Tage des Monats, der auf den Ablauf einer Frist von zehn Tagen folgt, die am Tag nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* beginnt:

1° die Artikel D.71 und D.72 des Gesetzbuches;

2° der vorliegende Erlass.

**Art. 15** - Die Ministerin für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 31. März 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/203062]

### 31 MAART 2022. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de samenstelling en de werking van het Waals comité ter bescherming van proefdieren**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het Waalse Dierenwelzijnwetboek, artikelen D.71 en D.72;

Gelet op het rapport van 17 november 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 70.632/4 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 14/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 21 januari 2022;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt Richtlijn 2010/63/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2002 betreffende de bescherming van dieren die voor wetenschappelijke doeleinden worden gebruikt gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° Wetboek: het Waalse Dierenwelzijnwetboek;

2° Comité: het Comité ingesteld in artikel D.71, § 1, eerste lid, van het Wetboek;

3° een ethische Commissie: een ethische commissie als bedoeld in artikel 21 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren of in artikel D.73 van het Wetboek;

4° de Minister: de Minister van Dierenwelzijn;

5° de Dienst: de directie van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu bevoegd voor het dierenwelzijn.

HOOFDSTUK 2. — *Samenstelling van het Comité*

**Art. 3.** Het Comité bestaat uit achttien gewone leden. Er wordt een plaatsvervangend lid benoemd voor elk gewoon lid. Op de voordracht van de Minister wijst de Regering de gewone en de plaatsvervangende leden aan voor een periode van vijf jaar, na een oproep tot het indienen van kandidaturen bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op het webportaal dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst.

De leden hebben een diploma op masterniveau, behoudens een technicus die houder is van een diploma op bachelorniveau en van een getuigschrift laboratoriumdieren.

De leden beschikken over bevoegdheden, vormingen of beroepservaringen in volgende vakgebieden: dierenwelzijn, alternatieve methodes voor dierproeven, biologische wetenschappen, biochemische wetenschappen, medische wetenschappen, dierengeneeskundige wetenschappen, farmaceutische wetenschappen, statistieke methodes, ethologie, ethiek of, in voorkomend geval, ieder ander relevant vakgebied voor dierproeven of de alternatieve methodes voor dierproeven.

Het Comité bestaat uit:

1° zes leden die verbonden zijn aan de gebruikers in de zin van artikel D.4, § 1, van het Wetboek, waaronder een technicus;

2° zes leden die verbonden zijn aan de academische sector;

3° twee leden voorgedragen door de Waalse Raad van Dierenwelzijn;

4° twee leden voorgedragen door de Beleidsgroep Wetenschapsbeleid;

5° een vertegenwoordiger van de Dienst;

6° een vertegenwoordiger van het departement van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek bevoegd voor het onderzoek.

Op de tien leden aangewezen onder 2°, 3° en 4°, beoefenen twee leden op actieve wijze dierproeven, en acht leden beoefenen geen dierproeven.

Deze bepaling is ook van toepassing op de plaatsvervangers.

De leden bedoeld onder 5° en 6° wonen de werken met raadgevende stem bij.

Op de voordracht van het Comité wijst de Regering onder haar leden de voorzitter en een ondervoorzitter van het Comité onder de leden bedoeld in lid 4, 1° tot 4° aan.

HOOFDSTUK 3. — *Werking van het Comité*

**Art. 4.** De Dienst, of diens afgevaardigde, neemt het beheer en het secretariaat van het Comité waar.

De Dienst, of diens afgevaardigde, bewaart de archieven van het Comité gedurende vijf jaar.

**Art. 5.** § 1. Volgende regels zijn van toepassing op het Comité:

1° een plaatsvervangend lid zetelt enkel als het gewone lid dat hij vervangt afwezig is;

2° wanneer het mandaat van een gewoon of een effectief lid beëindigd wordt voor de vastgestelde termijn, voltooit de plaatsvervanger de overblijvende duur van het mandaat;

3° het is ieder lid verboden te beraadslagen over onderwerpen waarin hij een rechtstreeks of onrechtstreeks, vermogens- of persoonlijk belang heeft. Het lid dat met een belangenconflict te maken heeft, licht de Voorzitter daarover in en neemt niet deel aan de beslissing. Heeft de Voorzitter te maken met een belangenconflict, dan wordt hij vervangen door de ondervoorzitter:

4° naast wat voorzien is in het huishoudelijk reglement van het Comité, wordt geacht ontslagnemend op regeringsbeslissing te zijn, het lid dat:

a) van meer dan drie opeenvolgende vergaderingen waarvoor hij regelmatig is opgeroepen, zonder verantwoording afwezig is geweest;

b) zonder medische redenen van meer dan helft van de vergaderingen, gehouden in de loop van de laatste twaalf maanden, waarvoor hij regelmatig is opgeroepen, afwezig is geweest;

c) het vertrouwelijk karakter van de vergadering of van de stukken niet in acht neemt, wanneer een dergelijk vertrouwelijk karakter is erkend overeenkomstig de bepalingen van wettelijke of reglementaire aard, met inbegrip van wat voortvloeit uit het huishoudelijk reglement;

d) artikel D.105 van het Wetboek of dit besluit niet in acht heeft genomen.

De Voorzitter of de Ondervoorzitter, wanneer de voorzitter betrokken is, licht de Dienst elektronisch in over iedere situatie die het ontslag van het lid zou kunnen teweegbrengen.

De Dienst geeft het betrokken lid, per aangetekend schrijven of bij ieder ander middel dat bewijskracht en een vaststaande datum aan het schrijven verleent, kennis van een verslag en roept hem om op te worden gehoord.

In het verslag worden vermeld:

- de identiteit van het betrokken lid,
- de redenen van de oproeping,
- plaats, dag en uur van de hoorzitting,
- de termijn waarin het lid zijn bemerkings schriftelijk kan laten gelden,
- het recht van betrokkene om zich te laten bijstaan door een verdediger van zijn keuze,
- het recht van betrokkene om te vragen dat hij alleen wordt gehoord tijdens de hoorzitting.

De Dienst stelt een proces-verbaal van de hoorzitting op en maakt het dossier aan de Regering over. De beslissing wordt door de Regering genomen maximum 60 dagen na het verzenden van het proces-verbaal van de hoorzitting.

De Dienst geeft per schrijven en elektronisch kennis van de beslissing van de Regering bedoeld in lid 1, 4°. De kennisgeving wordt, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de beslissing van de Regering, aan het betrokken lid en aan de voorzitter gericht, of aan de ondervoorzitter als de voorzitter geacht wordt ontslagnemend te zijn. De beslissing van de Regering bepaalt de datum nader, vanaf welke het lid geacht wordt ontslag te hebben genomen. Een gewoon of een plaatsvervangend lid dat geacht wordt ontslagnemend te zijn mag zich, gedurende een periode van vijf jaar, niet meer kandidaat stellen om comitélid te zijn.

§ 2. Het advies van een lid kan elektronisch worden overgemaakt wanneer dat lid niet op een vergadering van het Comité aanwezig kan zijn.

§ 3. Om de sereniteit van de uitgewisselde standpunten te garanderen, leven de comité leden een strikte vertrouwelijkheid van de debatten na. Buiten het Comité spreken zij over geen enkel onderwerp, document of dossier dat in het Comité besproken wordt. De comité leden leven het zakengeheim na.

§ 4. Overeenkomstig artikel D.71, § 2, 1°, en § 3, 1°, van het Wetboek geeft het Comité aan de Dienst kennis van zijn adviezen inzake dierproeven en zijn adviezen inzake de ontwikkeling en de uitvoering van de alternatieve methodes voor dierproeven.

**Art. 6.** Het Comité werkt een huishoudelijk reglement uit binnen de drie maanden volgend op de samenstelling ervan. Dat reglement, en de eventuele wijzigingen ervan, worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

1° het minimumaantal jaarlijkse vergaderingen;

2° de verplichting de debatten die bij elke vergadering zijn gehouden, te notuleren;

3° de wijze van overmaken van de documenten aan de gewone en aan de plaatsvervangende leden;

4° de procedure voor de oproeping van vergaderingen;

5° de voorwaarden en de nadere uitvoeringsbepalingen van de schriftelijke procedure voor het overmaken van adviezen bij spoedeisende gevallen of in bijzonder gemotiveerde omstandigheden.

**Art. 7.** Het Comité wisselt documenten en informatie uit middels een beveiligd computerplatform dat het vertrouwelijk karakter van de gegevens garandeert. Dat platform wordt eveneens gebruikt wanneer een beslissing wordt genomen via een elektrische procedure, overeenkomstig artikel 9, § 4.

**Art. 8.** Het Comité maakt het advies bedoeld in artikel D.71, § 2, 1°, van het Wetboek over binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige adviesaanvraagdossier.

De termijn kan via een gemotiveerde aanvraag van het Comité, gericht aan de aanvrager, worden verlengd.

Bij een behoorlijk gemotiveerd geval van dringendheid kan de Minister, de Dienst of de ethische Commissie vragen dat het advies van het Comité overgemaakt wordt binnen een termijn van minder dan drie maanden, maar die niet minder mag bedragen dan drie weken.

**Art. 9.** § 1. Het Comité vergadert minstens één keer per jaar met het volledige ledental.

§ 2. Als één der comitéleden daarom verzoekt, dient te worden voorzien in een systeem waarbij via videocall aan de vergadering wordt deelgenomen. Het lid dat de vergadering per videocall bijwoont, wordt tot de aanwezige leden gerekend.

§ 3. Het Comité beraadslaagt enkel op rechtsgeldige wijze wanneer minstens twee derde van de leden aanwezig zijn. De beslissingen en de adviezen worden voor zover mogelijk per consensus uitgebracht.

Als geen enkele consensus kan worden bereikt, wordt de beslissing of het advies aangenomen met twee derde van de stemmen van de aanwezige leden.

Wanneer het aanwezigheidsquorum, vastgesteld in paragraaf 3, lid 1, niet wordt bereikt, kan er op korte termijn een buitengewone vergadering worden opgeroepen, minstens vierentwintig uur na de vergadering waarvoor het quorum niet kon worden bereikt, om te beraadslagen over dezelfde agendapunten. Op deze buitengewone vergadering kan er rechtsgeldig worden beraadslaagd, ongeacht het aantal aanwezige leden. De vermelding "buitengewone vergadering" moet duidelijk in de oproeping verschijnen.

§ 4. Het Comité kan op vraag van de voorzitter of van de Dienst via een elektronische procedure beslissingen nemen. De adviezen, standpunten en beslissingen worden eveneens op het beveiligd computerplatform bedoeld in artikel 7 uitgewisseld.

De beslissingen die via de elektronische procedure aangenomen worden, worden in de notulen van de volgende vergadering opgenomen, zonder dat een nieuwe goedkeuring vereist wordt.

**Art. 10.** De deskundigen zoals bedoeld bij artikel D.72, lid 3, van het Wetboek, kunnen aan de besprekingen deelnemen over de punten waarvoor ze worden geraadpleegd. De deskundigen nemen niet aan de stemming deel en nemen niet deel aan de besprekingen die leiden tot het besluitvormingsproces van het Comité.

De deskundigen verbinden zich er schriftelijk toe het vertrouwelijk karakter van de debatten, de dossiers en de documenten in acht te nemen. De deskundigen leven het zakengeheim na.

**Art. 11.** De comitéleden hebben geen recht op aanwezigheidsgeld. Ze komen in aanmerking voor de terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op de ambtenaren-generaal van het Waalse Gewest.

**Art. 12.** § 1. Overeenkomstig Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG zijn verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens:

1° de Dienst, voor het beheer, het secretariaat, de archieven van het Comité, en de procedures voor het ontslag van een comitélid als omschreven in artikel 5;

2° het Comité voor het formuleren en het uitwisselen van adviezen, het delen van gegevens en informatie overeenkomstig de artikelen 5, 7, 8 en 9.

§ 2. De persoonsgegevens worden in de dossiers, voorgelegd aan het Comité anoniem gemaakt.

#### HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

**Art. 13.** De Regering, op de voordracht van de Minister, stelt het Comité samen binnen een termijn van twaalf maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 14.** Treden in werking de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen ingaand de dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*:

1° de artikelen D.71 en D.72 van het Wetboek;

2° dit besluit.

**Art. 15.** De Minister van Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 maart 2022.

Voor de Regering:

De Minister President,  
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER